Monsieur Sébastien Lecornu
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris

Objet : rémunérations des agentes et agents publics
Copie : Monsieur David Amiel, ministre de l'Action et des Comptes publics

Monsieur le Premier ministre,

Le 13 novembre, vous avez reçu les organisations syndicales représentatives de la fonction publique. Vous avez annoncé l'application aux agentes et agents publics de la revalorisation du SMIC au 1er décembre, l'attribution de points d'indice supplémentaires aux agentes et agents les moins rémunérés, l'ouverture d'une discussion d'un mois sur cinq chantiers et une nouvelle réunion le 11 décembre.

Ces annonces ne répondent pas à l'urgence salariale. Sans dégel de la valeur du point d'indice, les 5,8 millions d'agentes et agents publics continueront de perdre du pouvoir d'achat. Les plus bas salaires resteront au niveau du SMIC ou à peine au-dessus ; même avec les mesures annoncées, plusieurs centaines de milliers d'agentes et agents ne l'atteindront que par le biais d'une indemnité différentielle. Les éléments précis promis lors de cette réunion n'ont toujours pas été transmis à nos organisations.

Les agentes et agents publics l'ont exprimé en se mobilisant le 29 septembre, le 5 novembre et le 17 novembre. Nos huit organisations les appellent à le faire de nouveau le mardi 1er décembre.

Nos organisations vous rappellent leurs revendications :

- une autre politique de rémunération, avec le dégel de la valeur du point d'indice, sa revalorisation immédiate et significative, son indexation sur l'inflation et de premières mesures indiciaires de revalorisation des carrières ;
- l'ouverture rapide du chantier de refonte des grilles indiciaires, pour revaloriser les carrières de toutes et tous, répondre aux enjeux de renforcement des services publics et imposer l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- des lois de finances et de financement de la sécurité sociale qui garantissent les droits des citoyennes et citoyens, des usagères et usagers, et répondent à leurs besoins par des services publics et une protection sociale de qualité ;
- l'abrogation du jour de carence et la rémunération à 100 % des agentes et agents publics en congé de maladie ordinaire ;
- des réponses à l'urgence de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Nos organisations vous demandent de leur faire connaître par écrit, dans les meilleurs délais :

- l'enveloppe que le Gouvernement entend consacrer en 2027 aux rémunérations des agentes et agents publics ;
- vos priorités et le calendrier de la discussion ouverte sur les cinq chantiers ;
- les mesures concrètes envisagées, en particulier sur la valeur du point d'indice et sur les grilles indiciaires ;
- leur traduction dans les lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2027.

Ces réponses sont indispensables pour que la discussion ne se limite pas aux seules mesures déjà annoncées. D'autres choix budgétaires sont possibles pour la fonction publique et pour celles et ceux qui la font vivre. Les agentes et agents publics attendent des réponses à la hauteur de la gravité de leur situation salariale.

Nos organisations syndicales ont pris acte des réunions proposées les 27 novembre et 11 décembre, au cours desquelles des réponses doivent être apportées aux revendications des agentes et agents publics.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.

P/ Les organisations syndicales de la Fonction publique :

Paris, le 25 novembre 2026

Christophe DELECOURT, Coordonnateur de la CGT Fonction publique
Christian GROLIER, Secrétaire Général de FO-Fonction Publique
Laure REVEL, Secrétaire Générale de la CFDT Fonctions publiques
Luc FARRÉ, Secrétaire Général de l'UNSA Fonction publique
Caroline CHEVÉ, Secrétaire Générale de la FSU
Gaëlle MARTINEZ, Déléguée Générale de Solidaires Fonction Publique
Marie-Christine CARATY-QUIQUET, Présidente des Services publics CFE-CGC
Pascal KESSLER, Président de la FA-FP